



Mickey pour les enfants

EDITORIAL

C'est horriiible !

Annus Horribilis 1992 ! C'est en ces nobles et doctes termes que la future reine contribuable d'un Royaume-Uni trop mis à contribution a qualifié l'an écoulé. *Horribilis*, ça dépend pour qui... C'est sûr que pour certains « grands de ce monde » (?) ça n'a pas été la franche rigolade. Mitterrand et sa Divine Prostate a certes réussi, en métropole au moins, à faire plus médiatique que les polypes de Reagan, mais quand même, on peut pas dire que ça va bien fort, non ? Ce pauvre Bush qui cette fois c'est certain ne sera jamais prix Nobel de rien du tout ; c'est bête pour lui mais le plus grave c'est que la terre entière s'en fout. Fernando Collor élu comme une marque de lessive après une campagne électorale fanfaronnante. Tout ça aussi se termine bien mal, ma foi. Plus près de toi mon dieu, ce pauvre Fabius qui a sérieusement réduit ses chances de devenir Dieu à la place de l'autre, c'était bien la peine après tout ce qu'il a fait pour nous. Un peu comme Georgina qui s'embrouille, avec toutes ces histoires compliquées de sida, de toxiques, de fausses factures et son Antoine qui lui avait pas tout dit. Navrant ! Ceux-ci, celle-là et tant d'autres encore, c'est sûr, des bouffons on n'est pas près d'en manquer. Mais lequel est le plus grave ? A mon avis, y'a photo.

Annus Horribilis, dites-vous Majesté ? Ne vous plaignez pas, il eût pu être artificiel.

RMI pour les grands !

OU EST PASSÉ le Père-Noël ? Il a l'air de ne pas se porter si mal que ça. Cette année encore, le marché du jouet bat des records. Ça n'est pas nécessairement le chiffre d'affaire global de la profession qui est significatif, mais le chiffre d'affaire de telle firme plutôt que de telle autre. Majorette ferme ses portes, plus de petites voitures pour donner aux petits garçons le plaisir d'avoir une voiture « comme papa ». Une fermeture qui stoppe net l'ouverture aux petites filles du droit d'avoir, à leur tour, un garage mécanique. La mixité des jouets s'affine (très) légèrement, elle ne passera pas par la bagnole.

Cette année, le gosse qui n'aura pas eu sa disquette Nintendrive ou Mégado sera le dernier des connards à la rentrée de janvier. Plus de trois millions d'unités vendues pour le seul Nintendo (400 F en moyenne). Plus que l'intégration, c'est l'uniformisation qui prime. Abolition des barrières de classes ? Pas tout à fait quand même. Si le jouet est indéniablement le même pour tous (ou presque), on a toujours moyen d'étaler, même les gosses, qui sa collec. au complet, qui son unique jeu riquiqui. Il faut dire qu'à ce prix, certains foyers ont de quoi maudire la télé et ses pubs, les meilleurs agents de la normalisation des enfants.

Il y a du politique dans Noël, parce que Noël a été entièrement intégré par le capitalisme. Les religions chrétiennes avaient su récupérer la célébration païenne du solstice d'hiver, le système marchand aura su le leur reprendre à l'heure où le petit Jésus ne fait plus trop recette.

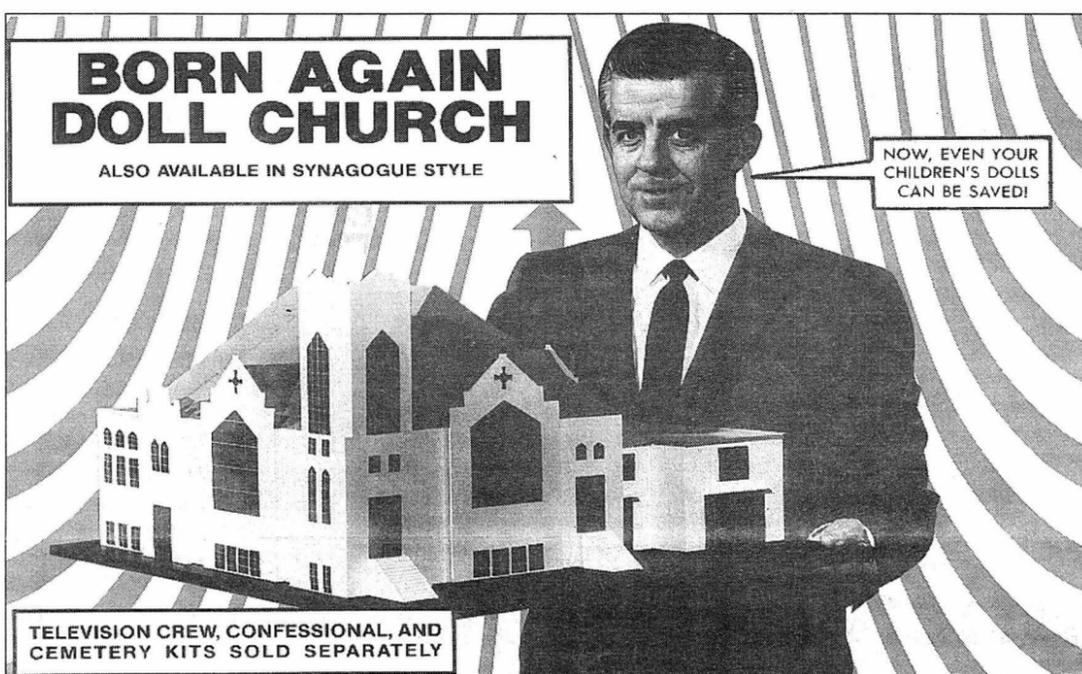
Le business du jouet, s'il se porte bien (ouverture récente de supermarchés spécialisés) se comporte à peu près comme les autres secteurs économiques, il a toujours plus de

(suite p. 3)

« Le fondamentalisme islamique et les femmes »
par Naoual el Saadaoui
(première partie)

P. 5

T2137 - 894 - 10,00 F



Légende : Eglise de poupée pour nouveau converti, également disponible en synagogue. Bulle : « Maintenant, même les poupées de vos enfants trouveront le salut ! ». (L'équipe de télévision, le confessionnal et le cimetière sont vendus séparément.)

« BONAVENTURE » D'OLÉRON

Sens et enjeux d'une école libertaire

QUELQUES PARENTS bien décidés à ne pas envoyer leurs mômes se faire couper les ailes dans les abattoirs-abrutissoirs de la scolarité ordinaire ; un petit groupe d'éducateurs (trices) et d'enseignants (es) qui ne supportent plus de voir l'échec et la réussite scolaires se conjuguer au seul temps de l'origine sociale et qui sont déterminés à démontrer qu'une école qui donne envie et les moyens d'apprendre au plus grand nombre, qui accompagne le désir d'apprendre et qui favorise le libre développement et le libre épanouissement des enfants... c'est possible ; une poignée de militants (es) révolutionnaires désireux (ses) de commencer à mettre en actes le monde (libertaire) nouveau qu'ils ont dans le cœur... à l'évidence « Bonaventure » ne pèse pas très lourd sur le marché scolaire, social et sociétaire. Tout juste le poids d'une révolte. D'un rêve. De la volonté de quelques rebelles. Rien, donc, qui soit susceptible d'ébranler véritablement une école de classe passant des millions d'enfants à la moulinette de l'ennui, de la mise en condition et de l'apprentissage de l'humiliation. Rien qui puisse sérieusement remettre en question un système

social et une société fondés sur l'exploitation et l'oppression de l'être humain.

Rien... Rien... ?

Les enfants du forgeron n'ont pas peur des étincelles !

Deux pelés et trois tondu perdus sur une petite île de Charente-Maritime qui refusent l'intolérable d'une école destroy qui casse tous les mômes et ne permet qu'à certains de réussir, qui n'attendent plus rien d'une énième réformette de l'institution scolaire et qui sont désireux de mettre leurs révoltes, leurs espoirs et leurs idées en actes sans attendre que ... ; une école de poche qui n'envisage pas d'accueillir plus d'une quinzaine d'enfants ; un projet pédagogique anti-autoritaire sans grande originalité, puisant ici et là dans Summerhill, les lycées expérimentaux, Freinet, les écoles parallèles... « Bonaventure », ça tombe sous le sens, n'a rien du méga truc et a peu de chance de faire la « une » du journal *le Monde* ou du torchon *Libération*. C'est un projet qui fleurit bon le débraillé bricolo, pagaillo,

pataugas, qui enveloppe de son grand manteau de brume narcissique toutes les micro-alternatives mises en œuvre par une bande de disjonctés ayant passé en force la frontière de la résignation et fonçant tête baissée dans les steppes sauvages du « ça suffait comme ça, maintenant on met nos idées et nos rêves en pratique ». Sympathique, bien sûr ! Mais... ! Mais pas de quoi enflammer le petit monde péda et son insatiable appétit d'innovations technologiques (pardon, pédagogiques) ou le petit monde d'une révolution au regard obstinément vissé sur la ligne bleue des Vosges populaires. Ah, si « Bonaventure » s'était affublée de la blouse blanche didactique psychologique, thérapeutique, pédagogique... Ah, si... !

« Bonaventure » brillait de mille phares labélisés succursales dans la nuit noire des masses laborieuses ! Ah, si... !

Disons le tout net, « Bonaventure » revendique haut et clair son origine affinitaire, *small is beautiful*, autogestion made in bouts d'ficelles, vivons nos rêves au lieu de rêver notre vie... Mieux, elle n'entend nullement être à l'avant-garde de la recherche pédagogique anti-autoritaire ou l'avant-garde de la grande

armée scolaire libertoïde que certains rêvent d'envoyer défricher les terres noires et riches d'un peuple inculte. Ah, que d'abord... !

Mais est-ce pour autant à dire que ce petit projet d'école libertaire sans prétention soit pour autant sans intérêt pédagogique ou social ?

C'est une bonne question !

Il y a toujours une guêpe pour piquer un visage en pleurs

« Bonaventure », sans pour autant négliger ou mépriser la dimension technique, didactique, pédagogique... incontournable dans un projet d'école anti-autoritaire ou libertaire, part du principe que là n'est pas l'essentiel. D'abord parce que si c'était le cas, ça se saurait. Ensuite, parce que la technique, la didactique, la pédagogie... ça n'intervient qu'au seul niveau du comment des choses et que de ce fait ça ne résout en rien le fond du problème, qui lui se situe clairement au niveau du pourquoi des choses.

(suite p. 8)



NATIONALISME & ANARCHISME

On n'en a pas fini avec la nation...

La lecture dans la rubrique « Arguments » du *Monde libertaire* du 12 novembre 1992 du texte de Philippe Pelletier intitulé *De la modernité anarchiste... Pour en finir avec la nation* soulève quelques réflexions.

L'ACTUALITÉ nous montre que le national est dangereux : à preuve les bombes basques et corses... Le Front national, malgré ses efforts pour s'envelopper dans une peau de mouton reste un loup. Les écrivains nous offrent du national une vision noire et transcendente. Les politiciens de métier se jettent le national à la tête. Le droit à la nationalité se monnaie. En ces temps de la marchandise reine, la marchandise nationale fait recette. Elle recouvre à la fois la liberté et la violence, la justice et l'autorité d'entraînement.

Une force guerrière. Dans le national il y a du sacré, du terrifiant, de l'indiscutable, de l'obligatoire. La liberté est endormie ou étouffée. Le national dresse des barrières contre l'autre, l'étranger. Il marque des frontières, des restrictions aux libertés, aux droits de l'homme. Il s'épanouit dans les contraintes bureaucratiques, dans toutes les formules plus ou moins subtiles de la ségrégation, de la « fermeture ».

Se soumettre... au nouvel Etat-Nation. « Force doit rester à la force », disait Blanqui. La déréglementation

de l'économique et du social, c'est-à-dire l'abandon des mécanismes de rééquilibrage au profit des individus ou des groupes les plus faibles, ne présente pour l'Etat que des avantages. Ainsi en est-il de l'organisation de l'Europe ou du marché international ficelé par le GATT, le FMI et les puissances économiques transnationales. L'Etat-Nation n'est plus que le gendarme. Il assoit son ordre sur le désordre économique et social planétaire. Il est le bras armé de la désertification des terroirs, de la disparition des cultures, des spécificités, des variétés humaines, géographiques... Ses mécanismes facilitent le conditionnement et l'uniformisation des modes de vie et de pensée.

Liberté et justice. Ces deux mots sont la face généreuse, ouverte et le

plus souvent « confisquée » de la Nation. Pour que l'Etat se soit emparé du drapeau, de l'emblème, du national abandonnant les oriflammes divins ou royaux, il y a de puissantes raisons.

La nation, dans son contenu comme dans sa symbolique a été et est encore le lien qui rassemble des individus, des groupes de peuples pour lutter contre une forme d'oppression devenue intolérable.

La nation contre l'oppression. Le lien national est un ferment actif, au cœur des individus et des groupes unis pour se débarrasser d'une tyrannie. Mais il est aussi actif, et s'il y a lieu réactivé et détourné par ceux qui n'ont participé à l'élimination d'une tyrannie que pour y installer la leur. Le ferment ou l'imaginaire national constitue donc un levier puissant pour mettre fin à des injustices. Ainsi, le projet national de la Révolution française ou celui des peuples colonisés revêt un caractère concret d'aspiration à la disparition de la domination de la violence et de l'inégalité comme mode de relation entre les hommes.

Dualité du projet national. Un tel projet a donc deux composantes. D'un côté, la pluralité et la diversité des formes et des sujets de l'injustice à faire cesser, les objectifs et les intérêts de chacun des groupes fédérés dans la nation et leur évolution. De l'autre, l'unité nécessaire à une action conjointe et la symbolique du rassemblement tendant à une uniformisation globalisante des fondements et des modalités de l'action, au déploiement d'une « autorité d'entraînement » antinomique du projet.

La tension équilibrée entre ces deux composantes dont aucune ne s'exclut donne au phénomène national son sens. Lorsque la tension équilibrée disparaît, la nation est morte, soit par épuisement des volontés libres, soit le plus souvent

par la force écrasante du pouvoir d'Etat. L'Etat-nation est un non-sens, une impossibilité dirait Proudhon. S'il est Etat, il est antinational.

L'Etat contre la nation. La Nation-Etat l'est aussi ; la nation ne peut se résoudre dans un Etat, sauf à renoncer à sa liberté, à la permanente confrontation des intérêts particuliers réglés par de libres contrats. Il y a donc une dynamique co-substantielle à l'idée de nation. Blanqui disait, en parlant de la « circulation » des idées et des hommes (on dirait aujourd'hui la communication) : « *Tout par elle, rien sans elle* ».

Dynamique nationale. Cette « circulation » est à refaire chaque jour dans la construction d'une nation. Si, comme le dit Proudhon, « *L'Etat est étranger au droit, indifférent à toute idée morale, simple instrument de force* », au contraire, la Nation n'existe que fondée sur la prééminence du droit, l'élan pour une morale d'action en commun, l'association, la solidarité mutuelle et la justice.

Sur ce problème de la Nation, au moment présent où se dressent les nouvelles barrières, les froides cathédrales de l'Europe de 1993... à l'heure où éclatent les faux fédéralismes, où surgissent des exclusions fondées sur l'absolu et l'autorité, mais où s'ébauchent aussi des « autonomies » et des résistances à l'ordre occidental autoritaire, un cahier de La Vache folle sur *Blanqui et le problème national* (1) peut vous aider à rechercher quelles sont les forces qui hier et aujourd'hui donnent une signification aux concepts regroupés autour de celui de nation.

Jacques (gr. La Vache Folle)

(1) *Les Cahiers de la Vache folle*, n° 2. Prix : 25 F. En vente à la librairie du Monde libertaire (chèque à l'ordre de Publico) ou à « DCC », BP 12, 13671 Aubagne cedex (chèque à l'ordre de « DCC »).

NATIONALISME & ANARCHISME



Sur les luttes de libération nationale

N'ÉTANT PAS un intello jonglant avec les concepts (peuple, nation...), les luttes de libération nationale m'interrogent parce que nombre de compagnons libertaires sont présents sur ce terrain.

Les luttes, les revendications nationalistes (ou nationalitaires) posent quantité de problèmes car elles sont factrices, comme toute autre lutte de masse, de dérives. Mais ces luttes sont incontournables. On ne peut les ignorer. Et de plus en plus de libertaires se refusent à les désertir. Sont-ce des idéalistes ? De braves compagnons qui se fourvoient ? Je ne crois pas. Ce sont simplement des militants qui, à l'oppression de classe qu'ils subissent et combattent, s'opposent également au laminage de leur culture et à l'occupation militaire de leur « pays » (Pays basque, Irlande du nord, Kanaky...). Devraient-ils fuir ce terrain d'affrontement avec l'Etat sous prétexte que, finalement, « *l'individu est seul face au monde, quoiqu'on dise* » (dixit Philippe Pelletier in *ML* n° 888) ? Oui, il est seul au monde, mais il l'est encore plus quand on l'oblige à s'exprimer dans la « langue du colon », quand le visage de l'oppression est anglais à Belfast, espagnol et français au Pays basque, israélien en Palestine... De fait, la première approche du politique, pour de nombreuses personnes de ces « pays occupés » se fait par le biais du nationalisme et non du socialisme.

Au Kurdistan, l'armée turque occupe les villages, liquide les

oppositions et interdit l'usage de la langue kurde ; en Irlande du nord, il y a une occupation militaire, comme en Euskadi, qui s'oppose à un mouvement de masse (pas à cinq gogos en mal de violence qui seraient coupés des masses), pluriel dans sa composition (syndicats, associations, comités de lutte, armées de libération...) et qui structure le champ politique. On ne peut faire abstraction de cette réalité. Cela ne veut pas dire que l'on doit soutenir ces mouvements comme des moutons bêlants en occultant leurs « tares »

« Le syndicalisme révolutionnaire n'a-t-il pas eu ses "misérables" qui finirent à Vichy ? »

(du culturalisme à la dérive militariste), mais c'est reconnaître-admettre que ce n'est stratégiquement qu'en leur sein que peuvent s'expérimenter des alternatives sociales (des bars associatifs aux coopératives ouvrières) et se mouvoir l'opposition politique.

Certes, ils ont fourni et fourmirent encore des réactionnaires, des racistes et des culturalistes... mais quel mouvement de masse n'en a pas charrié ? Le syndicalisme révolutionnaire n'a-t-il pas eu ses « misérables » qui finirent à Vichy ? Et je ne parle pas des anarchistes qui, en 1942, ne prirent pas partie et s'installèrent douillettement dans le confort intellectuel de leurs certitudes béates pendant que des trains glissaient sur les voies menant à

Dachau !

Aucun libertaire de ma connaissance, actif dans une lutte de libération nationale, ne fait du « *pseudo-principe de la nationalité, l'idéal de toutes les aspirations populaires* » (dixit Bakounine). Ce serait se voiler la face que de ne voir dans ces mouvements que les accros de la celtitude, de la basquitude ou de l'aryanité ! Ils savent, pour y vivre, y travailler ou y chômer, que la solidarité identitaire est un vecteur par lequel peut s'exprimer et s'amplifier la solidarité de classe et que le frontisme, masquant les désaccords sur les projets de société, ne dure qu'un temps.

Ce n'est pas de l'angélisme que de soutenir le droit de chacun à se défendre face à l'acculturation, à l'ethnocide pour être lui-même. Cela ne veut pas dire que je défilerais, un jour, au rythme martial d'un hymne en quête d'une nation. Mais ce que je sais, c'est que l'Europe se construit sans qu'aucune force révolutionnaire n'ait de projet à lui opposer et que le « *matin du grand soir* » ne viendra pas plus des « bourgeois régionalistes » avides de partager le gâteau (mais qui le croit ?). Par contre, au sein des luttes de libération nationale naissent des collectifs libertaires qui, en se saisissant d'une réalité locale (une oppression spécifique), luttent pour défendre le fédéralisme et une société sans classe ni Etat. C'est cette force révolutionnaire que l'on se doit de soutenir.

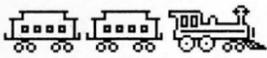
Patsy (gr. Milly-Witkop - Nantes)

NOUVEAUTÉ

« Écrits pédagogiques » de Sébastien Faure

Bibliothèque anarchiste, éditions du Monde Libertaire. Prix : 80 F (port non compris) chèque à l'ordre de Publico.

Librairie du Monde Libertaire 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Mickey pour les enfants, RMI pour les grands ! RENDEZ-VOUS

(suite de la « une »)

modèles en concurrence, mais en même temps la peur du risque retient les « créateurs » de donner dans la création originale. La concurrence dans le jouet, comme dans la bagnole, comme dans la sape, comme dans l'immobilier, comme dans... consiste à faire comme les autres en jouant sur les prix, la mise en valeur du produit par un matraquage publicitaire qui, à

la limite, est le seul à faire la différence. Le prix n'importe plus, seule la mode compte. Ça n'est pas entièrement nouveau, ce qui l'est, c'est le résultat normalisateur, standardisateur que la consommation a sur les gens. On se reconnaissait autrefois par le travail, la classe sociale. C'était une identification communautaire comme une autre. Aujourd'hui, du boulot y'en a plus, et de toute façon on en change

comme de saison. C'est bien, c'est mal, à la limite peu importe ; reste que l'affirmation de soi se fait maintenant par la consommation.

Un vêtement dégriffé n'a pas autant de prestige que celui portant l'étiquette d'une grande (?) marque, une disquette de jeu piratée n'a pas, elle non plus, aux yeux des petits copains à l'école la même « classe ». Dommage.

Même quand on vole à l'étalage, on a tendance à choisir les marques « qu'il faut avoir », plutôt que la qualité, ou mieux, ce dont on a besoin.

Côté musique, c'est bien à peu près la même chose ; il est significatif de voir que Sony et Philips, chacun de leur côté, pour lancer leur nouveau support musical (la CDD ou le MD), et donc imposer aux foyers l'achat de la Machine seule capable de déchiffrer leurs merveilles respectives, on choisit deux vedettes : Michael Jackson et Madonna, qui lancent chacune un

album paraissant sur un seul support, le bon, forcément le bon ! Que le meilleur gagne, mais il n'est pas sûr que ce soit les mélomanes. Idem pour les bouquins, l'uniformisation via Carrefour, Monoprix, Leclerc et autres « pas cher » peuvent bien nous faire macérer les fesses dans des bains d'herbes rikazaraiens, ce n'est pas ça qui va développer des créations originales. La littérature merchandizingée est et restera figée. Sauf... si on fait la Révolution (c'est Noël, après tout, on peut rêver !).

Allez, ne résistez pas, abonnez-vous au *Monde libertaire* pour fêter le Nouvel An, et comme on n'est pas rat, on vous promet (on en est à peu près sûr) que vos voisins n'auront pas le même, eux. C'est pas un beau cadeau original, ça !

Allez, ce n'est pas tous les jours fête... bonne fête, quand même, puisque c'est la saison !

Vincent (gr. Ubu - Paris)

BORDEAUX

Le groupe Emma-Goldman tient une permanence chaque samedi de 15 h à 18 h à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

FREYMING-MERLEBACH

Un groupe est en formation sur Freyming-Merlebach (Moselle), pour le contacter, écrivez à la liaison FA de Moselle-sud qui transmettra : FA, BP 255, 57402 Sarrebourg cedex.

LE MANS

Le groupe FA tient dorénavant une permanence, dotée d'une bibliothèque de plus de 1 000 titres (accessibles par correspondance), chaque jeudi de 18 h 30 à 19 h 30 à la Maison des associations (3^e étage à gauche, salle n° 23), 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans.

NANCY

Les personnes désireuses de contacter la FA sur Nancy peuvent le faire en écrivant au groupe Jean-Roger Caussimon c/o CRES, BP 47, 88130 Charmes.

NICE

Le groupe FA tient deux permanences : mercredi et samedi de 15 h à 18 h, à l'ADCL, 8, rue Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice.

ORLÉANS

Le groupe FA du Val-de-Loire peut être joint aux adresses ci-dessous :
- FA/Groupe Val-de-Loire, 3, rue des Roses, 45100 Orléans ;
- FA/Groupe Val-de-Loire, BP 1, 41190 Molineuf.

PARIS-LA VILLETTE

Les sympathisants désireux de rencontrer la FA sur le nord du 19^e arrondissement peuvent le faire en écrivant au groupe de La Villette c/o « Bagaudes », 66, avenue Secrétan, 75019 Paris.

Associations

ASSOCIATION CULTURELLE LIBERTAIRE DE MONTPELLIER

Une association culturelle libertaire est en formation sur Montpellier. Les personnes désirant la joindre peuvent le faire en s'adressant à ISA, 2, impasse Grimaud, 34000 Montpellier.

ARCHIVES BERNERI (ITALIE)

Changement d'adresse des Archives Berneri. Désormais, pour les joindre, écrivez à Aurelio Chessa, *archivio famiglia Berneri*, corso Garibaldi n° 237, 70053 Canosa-di-P. (BA), Italie.

EXPOSITION LOUISE MICHEL A NAPLES (ITALIE)

Le Centre d'études libertaires de Naples recherche, dans le cadre d'une exposition prévue en mars-avril 1993 sur Louise Michel, de la documentation (lettres, livres, cartes, photos...).

Si vous êtes détenteurs de documents pouvant être prêtés, écrivez au Centre d'études libertaires, vico Montesanto 14, Napoli. Tél/FAX : 081.549.60.96.

BILLET D'HUMEUR

Le régiment humanitaire

Le II^e Régiment étranger parachutiste est encore une fois mal compris des populations qu'il est venu soutenir. C'est bien triste, décidément ; cette troupe d'élite est la mal aimée de la nation française !

Rappelons les faits, tous frais, tous fumants, tous sanglants : le 10 décembre, des Somaliens totalement irresponsables, se croyant chez eux en Somalie, se lancent avec leur camion dans une rue de Mogadiscio.

En face, il y a, comme c'est normal, un barrage du malheureux II^e REP. Des braves gens, venus là en mission humanitaire, afin de porter les bienfaits de la civilisation occidentale. Des gars costauds, courageux, les oreilles bien dégagées.

Voulant protéger la liberté et le riz de Bernard Kouchner, ces combattants de la paix déchargent leurs pistolets-mitrailleurs. Au nom du droit. Au nom de la charité, de la lutte contre la faim, de l'aide au tiers monde, de l'ONU, de l'Amérique, des droits de l'homme, de Bernard Kouchner et de la conscience du 16^e arrondissement, qui est considérable, si l'on en juge par les reportages télévisés.

Fort heureusement, aucun des missionnaires du II^e REP ne s'est blessé en tirant. Sept Somaliens sont sur le carreau, agonisants. Deux autres sont déjà libérés de la famine : ils ont été déchiquetés sur place.

Le II^e REP, c'est le symbole-même de l'action humanitaire, notamment en Algérie dans les années 50. Avec un sens incroyable de la charité chrétienne, il adressait sa sympathie à grandes rafales de pistolet-mitrailleur sous les ordres humanitaires du fameux colonel Erulin, hélas mort trop jeune, d'une maladie de cœur. Ce qui prouve, au moins, qu'il en avait, du cœur.

Erulin et le II^e REP, ces sympathiques humanitaires, ces champions de l'action caritative, qui firent disparaître en 1957 l'universitaire Maurice Audin ! Et qui conversèrent si gentiment, la même année, avec Henri Alleg, conversation humanitaire rapportée dans un ouvrage célèbre : *La Question*.

Tout ça est si vieux.

A l'époque, l'humanitaire en chef s'appelait FM (pas fusil-mitrailleur, mais François Mitterrand). Ça prouve au moins qu'il y a une continuité dans le sens de l'Histoire.

Guimou de la Tronche



NOUVEAUTÉ La Brochure anarchiste n° 6

« Bonaventure »
une école libertaire :
pourquoi, comment ?

par Thyde Rosell
& Jean-Marc
Raynaud

Prix : 30 F
(+ 8 F de port).
En vente à la librairie
du Monde Libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

| Tarif | France (+ DOM-TOM) | Sous pli fermé (France) | Etranger |
|--------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| 1 mois 5 n° | <input type="checkbox"/> 35 F | <input type="checkbox"/> 70 F | <input type="checkbox"/> 60 F |
| 3 mois 13 n° | <input type="checkbox"/> 95 F | <input type="checkbox"/> 170 F | <input type="checkbox"/> 140 F |
| 6 mois 25 n° | <input type="checkbox"/> 170 F | <input type="checkbox"/> 310 F | <input type="checkbox"/> 250 F |
| 1 an 45 n° | <input type="checkbox"/> 290 F | <input type="checkbox"/> 530 F | <input type="checkbox"/> 400 F |

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.



Le XIV^e Congrès du Parti communiste chinois consacre le « capitalisme rouge »

LE XIV^e CONGRES du Parti communiste chinois, qui s'est tenu à Pékin du 12 au 18 octobre, a consacré le triomphe apparent de la ligne Deng Xiaoping, âgé de 88 ans et objet d'un nouveau culte de la personnalité. *Le Quotidien du peuple* titrait ainsi sa « une » le 15 octobre : « *Conservons notre trésor : la théorie du camarade Deng sur la construction d'un socialisme à la chinoise est une arme magique des plus puissantes et notre Parti tient cette arme bien en mains. [...] Le peuple est encore plus heureux que sous Mao.* » « *Arme magique* » est un concept, bien incongru pour des tenants du « socialisme scientifique » et « être plus heureux que sous Mao »

relève de la litote quand on pense aux sombres heures de la révolution culturelle...

Le signe annonciateur de la victoire denguiste avait été le 9 octobre la clôture officielle de l'enquête concernant l'ex-dauphin de Deng, Zhao Ziyang, devenu la bête noire des conservateurs mais qui reste membre du Parti et contre lequel aucune sanction n'a finalement été prise. Le congrès a d'ailleurs supprimé la « commission des conseillers », instance dominée par les gérontes conservateurs, qui bloquaient les initiatives de Deng, et soutenue par la clique des Yang (en première ligne lors de la répression du 2^e Printemps de Pékin en juin 1989) dont la marche en

avant est brutalement stoppée : Yang Shangkun, l'actuel Président de la République, n'est même pas réélu au Comité central, et a fortiori au Bureau politique « en raison de son âge » (84 ans), et son demi-frère, Yang Baibing, a perdu sa double casquette de secrétaire de la Commission militaire du Parti et de chef du Département politique de l'armée. Au sein du Comité permanent du Bureau politique, élargi de 6 à 7 membres, la majorité est désormais acquise aux réformateurs, et l'ancien maire de Shanghai, Zhu Rongjie est intronisé comme nouveau dauphin. Les réformateurs ont donc pris le contrôle du Parti mais doivent en réalité partager le pouvoir avec l'armée qui renforce sa présence au sein du Comité central et qui dans une Chine de plus en plus travaillée par les forces centrifuges, apparaît comme l'ultime garant de l'unité territoriale. Les mots d'ordre ne font d'ailleurs plus appel à l'internationalisme prolétarien mais au patriotisme des « descendants de l'Empereur jaune » et des « Fils du Dragon ». On magnifie le passé et la grandeur de la nation chinoise.

Pour assurer à la Chine son rang dans le concert des nations, la nouvelle ligne peut être résumée dans la formule des « deux mains de fer » du secrétaire général Jiang Zemin : « *ouverture économique* » d'une part, « *contrôle étroit des activités de la population* » de l'autre.

« *Ouverture économique* ». Dans son discours d'ouverture du XIV^e Congrès, Jiang Zemin a affirmé sans sourcilier que « *le socialisme est plus favorable à l'économie de marché que le capitalisme* », ce qui constitue une nouvelle contorsion remarquable de la dialectique marxiste à la sauce chinoise ! Toujours est-il qu'en treize ans l'économie a plus que doublé de volume avec un PNB actuel de 1 842 milliards de francs et des prévisions de doublement à nouveau d'ici l'an 2000. Le secteur privé est passé pendant le même temps de 1 à 10%, le secteur

coopératif de 24 à 40%, le secteur d'Etat diminuant pour sa part de 75 à 50% tout en restant un boulet avec une productivité deux fois plus faible que les deux autres secteurs alors que les subventions qu'il reçoit sont en augmentation constante : 75 milliards de francs soit un quart du revenu de l'Etat ! Les deux-tiers des entreprises d'Etat sont en effet dans le rouge mais elles permettent par leur politique de l'emploi d'éviter l'explosion sociale.

Le profit est roi ; un entrepreneur peut espérer amortir ses investissements en 18 mois, et les riches représentants de la diaspora chinoise sont accueillis avec tous les honneurs, investissant en masse dans le sud du pays, accentuant ainsi le déséquilibre

Xinjiang, qui jouxte la frontière de l'ex-Union Soviétique et a le redoutable privilège d'abriter à la fois nombre d'installations atomiques et de camps de « rééducation par le travail ». Le goulag chinois, cet « archipel oublié », est par ailleurs le premier exportateur du pays...

Alors, le Parti ici et pour toujours ? Le legs de Deng Xiaoping, c'est une Chine « moderne », dotée d'une économie de marché mais dépourvue de libertés politiques, ressemblant étrangement à l'Espagne de Franco. Mais l'ouverture sur l'extérieur qui s'est fait jour depuis 1978 a entraîné également une métamorphose idéologique en profondeur. C'est ce qu'on a appelé la « *deuxième vague de pénétration du savoir occidental* », la première s'étant produite entre les Guerres de l'Opium du milieu du siècle dernier et 1949.

Depuis 1949, en effet, le marxisme avait remplacé le confucianisme pour devenir l'idéologie officielle dominante et bloquer de façon quasi étanche l'accès à toute autre idée occidentale en Chine. Même les livres techniques devaient reproduire à l'appui de leurs démonstrations des œuvres de Marx, Lénine ou Mao !

Mais depuis 1978, c'est la fureur de lire : citons brièvement Adam Smith et Keynes en économie ; Kant, Nietzsche, Bertrand Russell et Sartre en philosophie ; Freud en psychologie ; Locke, Montesquieu, Weber et John Rawls en sciences politiques. Cette métamorphose idéologique longtemps contenue est apparue au grand jour en mai-juin 1989. La répression qui s'en est suivie a consacré le rejet du marxisme, désormais perçu comme simple instrument de reproduction destiné à assurer la pérennité du Parti communiste au pouvoir.

Le peuple chinois a entamé sa longue marche contre ses nouveaux mandarins rouges : il n'aura de cesse d'aller jusqu'au bout.

Jean-Jacques Gandini

GRANDE-BRETAGNE

Thatcher ou Major : même Poll Tax

IL EST INUTILE de présenter dans ces colonnes ce qu'est la Poll Tax, tout le monde en a déjà entendu parler, et si vraiment vous ne savez pas ce que c'est, vérifiez que vous vivez bien en Europe, en 1992. Par contre, ce que vous ne savez peut-être pas, c'est que la Poll Tax continue à être collectée alors qu'en mars 1991 John Major annonçait sa suppression. Résultat : les Anglais sont surpris de recevoir encore et sans cesse des factures, puis des menaces de saisie et de jugement ou la visite des huissiers, ces véritables requins assoiffés de fric, à la solde du pouvoir, qui n'hésitent pas à harceler les plus pauvres, les plus démunis, ceux qui ne peuvent pas payer. En Grande-Bretagne, on ne s'y est pas trompé, les huissiers sont bien des ennemis de classe, et c'est aussi à eux qu'il faut s'en prendre. On publie donc leurs adresses, numéros de téléphone, de plaques d'immatriculation et on les appelle en pleine nuit, on leur crève les pneus, bref, on leur fait vivre le stress qu'ils font vivre aux pauvres. Ce n'est que justice de classe.

Depuis trois ans, en Angleterre et au Pays de Galles et depuis quatre ans en Ecosse, les gens sont donc sur la défensive. Après une montée spectaculaire, le mouvement de résistance en a pris un coup depuis l'annonce de la suppression de la Poll Tax, mais il existe toujours, et le non-paiement n'a pas diminué, lui. Le fait est qu'en mars 1991, un an après les émeutes historiques de Trafalgar Square où 200 000 personnes se faisaient attaquer par la police et ont riposté par le seul moyen à leur disposition : la violence, le pillage, l'émeute, infligeant à la police une défaite cuisante, avec la désobéissance civile ne cessant de s'accroître, avec Thatcher mise au placard, Major ne pouvait pas se permettre de nouveaux événements. La tactique lui a donc dicté d'annoncer la suppression de la Poll Tax, ce qui eut un effet radicalement négatif sur la mobilisation. Enfin, malgré cela, les Anglais venaient de remporter une bataille de taille face au gouvernement conservateur le plus puissant depuis la Seconde Guerre mondiale.

La Poll Tax est donc maintenue jusqu'en avril 1993, ce qui a donné deux ans au gouvernement pour étudier une nouvelle taxe plus « juste » qui viendra remplacer la Poll Tax dans quatre mois. Ce délai, on s'en doute, a sûrement servi également au gouvernement pour étudier des moyens plus efficaces de collecte et de répression. Celle-ci est d'ailleurs toujours d'actualité, puisque ceux qui n'ont pas payé n'ont pas vu leurs dettes annulées, ce qui est toujours au centre des revendications. Et dans les geôles de l'Etat britannique, il reste toujours Tim Donaghy, écroué pour tentative de meurtre. Il a été arrêté à Trafalgar Square lors des émeutes de 1990, et refuse toujours de se reconnaître coupable d'avoir « transpercé » à l'aide d'une barre de fer une voiture de police qui fonçait à toute allure dans la foule. Cet acte, il l'a commis pour se protéger, lui et d'autres personnes dans la foule. Comme il dit : « La violence, dont j'ai fait usage, était un instinct de survie ». A cause de son refus de plaider coupable et parce qu'il est noir, on lui a refusé fréquemment le droit à la parole, contrairement aux autres prisonniers. La Trafalgar Square Defendants Campaign (TSDC) a lancé une campagne pour obtenir sa libération. Pour y participer, écrivez à l'adresse suivante : TSDC, 506 Brixton Road, London SW9 8EN. Tél. : (71) 738.75.86. Tim Donaghy a également besoin de soutien moral. Vous pouvez lui écrire à l'adresse suivante : Tim Donaghy, MW 0105, HMP Downview, Sutton Lane, Surrey SM2 5PD.

A. F. (pour le Secrétariat aux Relations internationales)

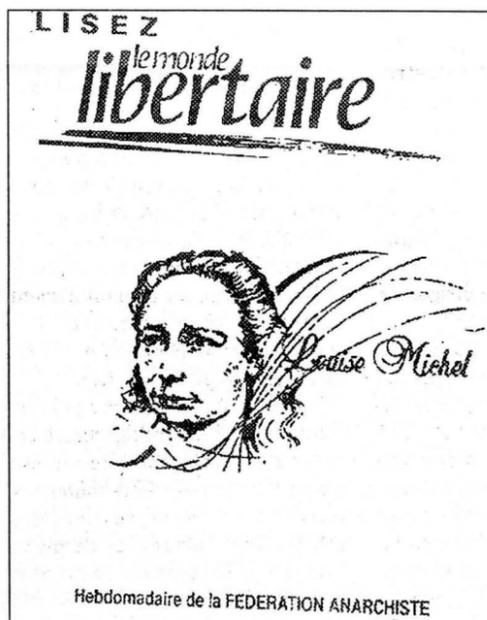
« Le profit est roi ; un entrepreneur peut espérer amortir ses investissements en 18 mois... »

entre régions côtières en plein boom et intérieur du pays moyenâgeux : c'est la consécration de la Chine à deux vitesses. Le Parti y trouve son compte en tant qu'intermédiaire obligé, avec pour conséquence la multiplication des scandales pour cause de malversations et de corruption impliquant nombre d'enfants de hauts dignitaires du régime.

« *Contrôle étroit des activités de la population* ». Parallèlement, le Parti conserve sa mainmise sur la vie de tous les jours : emplois, promotions, salaires, logements sont encore entièrement entre ses mains. Par le biais du *renshichu* (service personnel) présent dans chaque entreprise d'Etat et composé uniquement de membres du Parti, il tient à jour les dossiers de tout un chacun dont le contenu détermine le devenir.

Les dissidents sont soit en prison soit en exil et « le calme règne » au Tibet sous occupation militaire et dans les provinces frontalières comme le

Affichez votre dissidence avec le tee-shirt du « Monde libertaire »



Le groupe FA de Dieppe édite un tee-shirt en soutien au Monde libertaire (bénéfice intégralement reversé à la caisse du journal).

Il est dès aujourd'hui disponible en tailles M, L et XL (100 % coton, 165 gr., qualité supérieure) et impression en quadrichromie (noir, rouge, bleu et rose).

Ce tee-shirt représente le portrait de Louise Michel (fondatrice du titre en 1895) agrémenté du logo du journal.

Le prix en est de 90 F l'unité (pour les commandes multiples, veuillez consulter le groupe).

Ce tee-shirt est disponible à l'APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex (chèque à l'ordre de l'association), ainsi qu'à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèque à l'ordre de Publico). Pour tout envoi, ajoutez, SVP, 25 F de frais de port (livraison sous 48 h).

L'été approche à grands pas (dans sept mois, il sera là), alors soyez chics, vraiment très chics... soutenez l'hebdomadaire de la FA lorsque vous vous promènerez sur le sable de Dunkerque à ... Tamarassat.



Le fondamentalisme islamique et les femmes

Naoual el Saadaoui, présidente de l'Association de solidarité des femmes arabes (1), est psychiatre et auteur de nombreux ouvrages, romans, pièces de théâtre, enquêtes et essais critiques d'une société qui s'enferme dans un processus de régression face à la crise économique mondiale. Militante internationaliste pour l'égalité des droits des femmes, Naoual avait répondu à nos questions en décembre 1991 pour « Chroniques rebelles » et « Femmes libres ». En juin dernier, un de ses amis, Farag Fouda, a été abattu par le Jihad islamique au Caire. Son seul tort, être progressiste. Depuis, Naoual el Saadaoui a été directement menacée par les

islamistes de son pays et se trouve sur une liste de personnes condamnées parce qu'elles parlent de liberté et critiquent les courants fanatiques. La pensée est plus dangereuse que les armes. « Faites attention, les crayons et le papier sont plus dangereux qu'un revolver », dit Naoual dans sa pièce, *Douze femmes dans Kanater*. Dans le contexte de la montée en puissance du courant islamiste, des nationalismes et des intégrismes, il nous apparaît important de proposer ce texte à la réflexion des libertaires et des antiautoritaires. L'émancipation de la femme est aussi celle des hommes. Sexisme et racisme ont les mêmes racines.

Le fondamentalisme est universel

— Les événements actuels renforcent le débat sur le fondamentalisme, mais reste malheureusement axé principalement sur le fondamentalisme islamique. Or, ce phénomène est universel et revêt un caractère avant tout raciste.

Aux États-Unis, il existe la *Ceinture de la Bible* et l'on sait que depuis Ronald Reagan, le gouvernement adhère à une vision fondamentaliste du monde. Certains groupes fondamentalistes sont très puissants et possèdent leurs chaînes de télévision. Leur programme politique consiste à cautionner les intérêts capitalistes nord-américains et leur mission à favoriser l'hégémonie nord-américaine en Amérique latine, en Asie, en Afrique ou en Europe. Leurs chevaux de bataille sont le retour à un système scolaire ségrégationniste, la prière dans les écoles publiques, l'oppression des femmes, le bannissement de *L'origine des espèces* de Darwin, etc. On connaît l'acharnement des fondamentalistes nord-américains en ce qui concerne le retrait des lois légalisant l'avortement. Cet objectif s'inscrit dans un programme à long terme, fondamentaliste et fasciste, qui vise à regagner un contrôle sur les individus.

Qu'ils soient chrétiens, juifs, musulmans ou autres, tous les fondamentalismes se retrouvent dans une volonté d'engendrer la division, les conflits, le racisme et le sexisme. Il s'agit de soutenir l'impérialisme international et, à cette fin, de manipuler les populations pour leur faire accepter les guerres et l'exploitation accrue de l'individu. La Mafia a des liens très étroits avec des groupes fondamentalistes internationaux. Les ressources économiques de tels groupes proviennent, comme pour la Mafia, de la vente d'armes, du trafic de drogue et de la spéculation. Les énormes profits de ces activités sont, pour les islamistes, « blanchis » dans les banques islamiques.

Le fondamentalisme islamique

— Les fondamentalistes et les courants islamistes acquièrent souvent un pouvoir politique grâce à certains gouvernements des pays arabes qui, officiellement ou secrètement, les utilisent pour combattre la gauche et les groupes progressistes. Sous couvert de démocratie, ils ont accès aux médias et font paraître leurs journaux et magazines. En Égypte, de nombreux journaux ou magazines islamistes ont obtenu ainsi une licence, tandis que *Noon*, magazine publié par notre association a eu les pires difficultés.

C'est autour de l'idée du retour aux valeurs de l'Islam, contre une société décadente et pour combattre la corruption que les islamistes regroupent hommes et femmes. Pourtant,

financés par les pays du Golfe, ils ont été indirectement impliqués dans le scandale des banques islamiques qui a touché les compagnies d'investissement *Al Rayan* et *Al Badr*. Mais leurs réseaux proposent des aides économiques, aux étudiants et aux paysans par exemple (2).

En multipliant les slogans hostiles à l'Occident, malgré les liens économiques qu'ils entretiennent avec les puissances occidentales, les intégristes occultent toute critique profonde de la faillite des politiques. La prise de conscience passe à la trappe des amalgames xénophobes. Surprenant de constater qu'il faille remonter aux croisades médiévales pour nourrir une animosité contre les « chrétiens ». Les mouvements fondamentalistes islamiques forment des groupes paramilitaires comme *Al Jihad*, *Al Takfir wa el Higr* et *Al Nagoon mena el Nar*.

Un des facteurs de l'émergence des mouvements fondamentalistes au Moyen-Orient est l'existence de l'État hébreu. La politique discriminatoire de cet État et ses propres tendances fondamentalistes se nourrit du fanatisme religieux qui prospère dans les États voisins.

Dans les années 70, les fondamentalistes ont accru leur pouvoir grâce

au soutien d'Anouar el Sadate qui les utilisait pour contrecarrer l'influence des groupes socialistes. Le 6 octobre 1981, il est assassiné par ces mêmes fondamentalistes dont il avait favorisé l'émergence. Depuis, le gouvernement égyptien tente de stopper la recrudescence des islamistes, mais sans grand succès (3). Il faut souligner que de nombreux Égyptiens ont

émigré à partir des années 60 en Arabie Saoudite et dans la région du Golfe et sont revenus avec des concepts réactionnaires et des pétrodollars. En 1990, les islamistes ont remporté les élections du Syndicat médical égyptien face à tous les autres groupes politiques (4).

(suite au prochain numéro)
Traduction Christiane Passevant

NOTES

- (1) L'Association de solidarité des femmes arabes a été interdite en Égypte par décret en juillet 91, en réponse à l'engagement pacifiste de ses militant(e)s pendant la guerre du Golfe. Après une campagne internationale de soutien, l'association avait fait appel devant la Cour suprême égyptienne. Le procès, après avoir été plusieurs fois repoussé, a eu lieu le 7 mai 92. Le verdict, loin de lever l'interdiction, a mis en cause le magazine de l'association, *Noon*, pour ses articles féministes qui mettraient en cause la morale et la sécurité du pays !
- (2) On a pu constater leur efficacité au moment du tremblement de terre qui a touché une grande partie des quartiers populaires du Caire.
- (3) La position du gouvernement d'Hosni Moubarak est cependant ambiguë. D'un côté, la frange violente du courant islamique, Gamaat El Islameya, est réprimée (ses militants sont arrêtés et torturés selon

- Amnesty International), l'association des Frères musulmans n'est pas reconnue comme parti politique. De l'autre, le pouvoir fait des concessions aux islamistes en interdisant des ouvrages et en emprisonnant des auteurs. Les Frères musulmans ont une grande liberté d'action en raison de leur influence dans les syndicats professionnels, médecins et ingénieurs, et dans les quartiers populaires où ils ont créé des réseaux d'aide sociale.
- (4) Le courant islamiste a remporté les élections au conseil de l'ordre des avocats en septembre 1992. Après ceux des médecins et des ingénieurs, c'est le troisième syndicat de profession libérale qui tombe sous le contrôle des islamistes. En cas de victoire, ils avaient promis d'appliquer les préceptes islamistes à la profession, à savoir pas de défense des alcooliques, des prostituées et des trafiquants de drogue, voire imposé aux avocates dans les tribunaux.

L'Algérie dans l'impasse

QUELQUES SEMAINES passées en Algérie laissent un arrière-goût tenace d'amertume. Le pays apparaît plongé dans un état de déliquescence économique, politique et sociale. Trente années de « socialisme spécifiquement algérien » (selon la terminologie officielle) débouchent sur une régression généralisée.

Il y a tout d'abord la banqueroute économique du pays. Pour évidente quelle soit, les Algériens dans leur immense majorité n'arrivent pas à comprendre que leur pays ait pu accumuler une dette extérieure de près de trente milliards de dollars. Ils refusent d'admettre que l'industrialisation forcenée, quasi-stalinienne du pays, les réalisations de pur prestige ou encore une révolution agraire à ce point catastrophique que l'Algérie est aujourd'hui contrainte d'importer les trois quarts de la nourriture qu'elle consomme, puissent être à l'origine de la débâcle. Non, les Algériens sont convaincus que les trente milliards de dollars sont allés directement dans les poches de leurs dirigeants corrompus.

Le Front islamique du Salut, aujourd'hui interdit mais non moins actif, fonde toute sa propagande sur cette idée simpliste qui trouve des centaines de milliers d'oreilles complaisantes, non seulement dans les couches les plus défavorisées de la population, mais également auprès des ex-protégés du régime, tels que fonctionnaires, petits cadres, ouvriers qualifiés, artisans, petits commerçants. Sans bénéficier

de revenus élevés, ces catégories ont pu jouir par le passé d'un niveau de vie relativement confortable grâce aux nombreuses mesures de soutien de l'Etat, telles que gratuité des études et des soins médicaux, subventionnement des produits de base, loyers extrêmement bas... Tout cet édifice s'est écroulé sous la pression des créanciers étrangers qui, comme partout ailleurs, ont exigé le rétablissement des finances publiques, ce qui veut dire en français intelligible, la suppression

de revenus élevés, ces catégories ont pu jouir par le passé d'un niveau de vie relativement confortable grâce aux nombreuses mesures de soutien de l'Etat, telles que gratuité des études et des soins médicaux, subventionnement des produits de base, loyers extrêmement bas... Tout cet édifice s'est écroulé sous la pression des créanciers étrangers qui, comme partout ailleurs, ont exigé le rétablissement des finances publiques, ce qui veut dire en français intelligible, la suppression

de revenus élevés, ces catégories ont pu jouir par le passé d'un niveau de vie relativement confortable grâce aux nombreuses mesures de soutien de l'Etat, telles que gratuité des études et des soins médicaux, subventionnement des produits de base, loyers extrêmement bas... Tout cet édifice s'est écroulé sous la pression des créanciers étrangers qui, comme partout ailleurs, ont exigé le rétablissement des finances publiques, ce qui veut dire en français intelligible, la suppression

jeunes gens qui attendent l'autobus ou règlent la circulation à un carrefour. Près de 500 ont ainsi perdu la vie depuis le début de l'année (1). En général, ces jeunes viennent justement des classes défavorisées qui constituent le vivier naturel du FIS ; ils entrent dans la police parce que c'est pour eux l'unique moyen d'échapper à la misère. Si l'organisation clandestine réussit ainsi à intimider certains, elle ne se fait évidemment pas d'amis et seule la haine des gens au pouvoir empêche attentisme prudent. Ils ne veulent pas se compromettre avec un gouvernement issu d'un putsch, mais comme ils ne veulent pas davantage des islamistes, ils espèrent en douce que le Haut Comité d'Etat finisse par l'emporter. Après quoi, ils s'en laveront les mains et dénonceront avec véhémence l'illégalité du pouvoir en place.

Pour mettre la dernière touche à cet univers kafkaïen, impossible de ne pas mentionner Mohamed Boudiaf. Cet homme dont les Algériens de sa génération avaient oublié le nom et dont les jeunes générations ignoraient jusqu'à l'existence, était revenu au pays après 28 ans d'exil dans le sillage d'un coup d'Etat. Or, il est aujourd'hui unanimement pleuré (sauf chez le FIS, bien sûr) par les jeunes et les vieux, les riches et les pauvres, dans les villes et les campagnes. Serait-ce parce qu'il avait dénoncé publiquement la corruption généralisée, osé faire arrêter un colonel, voleur notoire ? Non, simplement parce qu'on ne lui a pas laissé le temps de faire quoi que ce soit, qu'il est tombé sous les balles d'un tueur derrière lequel les Algériens ont aussitôt deviné les commanditaires véritables que Mohamed Boudiaf est aujourd'hui paré de toutes les vertus imaginaires et élevé au rang de héros et de martyr.

Ô esprit rationnel, où est ta victoire ?

H. S.

(1) Estimation chiffrée de la part de la presse algérienne.

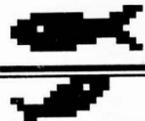
« Pendant que les services publics se détériorent [...], le pouvoir jette toutes ses forces dans la répression des intégristes religieux. »

de toutes les subventions et des coupes claires dans les budgets sociaux. Les pauvres sont ainsi tombés dans la misère et les classes laborieuses dans la pauvreté et ce d'autant plus rapidement que le chômage, suite au démantèlement partiel des conglomérats d'Etat, touche officiellement un quart au moins de la population active.

Pendant que les services publics, santé, transports, écoles, infrastructures se détériorent à la vitesse grand V, le pouvoir jette toutes ses forces dans la répression des intégristes religieux. Ces derniers, avec une belle obstination mais dont la logique est loin d'être évidente, abattent un ou deux policiers par jour. Il s'agit presque toujours de

aujourd'hui l'homme de la rue de prêter main forte au Haut Comité d'Etat dans sa lutte contre les islamistes.

La situation est à peu près identique du côté des partis politiques. La cinquantaine de groupuscules issue des graves événements de 1987 a depuis longtemps disparu du devant de la scène. Restent les grandes organisations. Hormis le Parti de l'Avant-Garde socialiste (communiste) qui s'est résolument rangé du côté du pouvoir en place en arguant de la priorité absolue du combat anti-islamiste, les autres partis, tels que le Front des forces socialistes, le Rassemblement pour la culture et la démocratie, ou le FLN, lui-même, se confinent dans un



LE 1^{er} DÉCEMBRE A LILLE

Kafka au pays du SIDA

HELLEMMES

Pédagogie Freinet à Edouard-Herriot

Quand des parents refusent d'être des consommateurs passifs d'un service public appelé « école » ; quand ils s'investissent et participent activement à la vie intra- et périscolaire ; quand ils créent une association parentale avec pour objectif de mettre en place un lieu d'accueil pour les enfants de 2 à 11 ans dans l'école et en harmonie avec la pédagogie (Freinet)... on appelle cela de la « citoyenneté active », de la « démocratie participative ».

D'aucuns penseront que c'est ce que tout le monde (nos chers élus les premiers) recherche, mais non ! Les parents d'élèves de l'école primaire Edouard-Herriot d'Hellemmes (Nord) en ont fait la triste expérience ces derniers mois.

A l'heure où tout un chacun, politiciens, chefs de projet DSU, responsables de structures sociales se gargarisent de la participation des citoyens à la vie de la cité, il est des communes où l'on décrète tout de go : « L'associatif, ce n'est pas la citoyenneté. » Et l'on met dehors une garderie périscolaire parentale en arguant du fait qu'il s'agit d'une « intrusion du privé dans le public » inacceptable au nom de « l'égalité de tous les enfants de la commune ! ».

La municipalité a ainsi décidé de reprendre sa place (celle du service public), tant il lui semble évident que l'association parentale ne pouvait être que provisoire, en réponse à un besoin trop peu important pour être pris en charge par les fonds publics. Les parents d'élèves avaient créé à l'origine (1989) une structure pour dix enfants, puis pour trente et actuellement ce sont soixante enfants qui sont inscrits. Le fonctionnement fut d'emblée parental. Les moyens financiers (autofinancement intégral depuis la création, sauf prise en charge des contrats emploi-solidarité par l'Etat et un budget d'investissement de la Caisse d'allocations familiales) ne permettant que « d'embaucher » des CES, les parents étaient présents à chaque heure d'ouverture.

Leur participation ne s'arrête pas là : la gestion associative, la réflexion et la mise en place du projet pédagogique (élaboré en commun), la prise en charge des tâches matérielles, l'aménagement du local sont leur lot quotidien.

C'est tout un espace de convivialité et de solidarité qui se met en place et déborde largement le cadre de la garderie même.

La garderie périscolaire qui, bien souvent, a la couleur grisâtre du gardiennage de troupeaux d'enfants dans des locaux scolaires, quand ce n'est pas dans les couloirs, avait pris, avec l'association « Edouard et Célestin vont en bateau », une toute autre teinte. Le respect du rythme de l'enfant, de son individualité, l'accès à l'autonomie tout en respectant l'autre et les règles de vie collective, l'aménagement de l'espace sont autant d'éléments réfléchis, évolutifs qui

font la richesse de la garderie parentale. Le projet qui sous-tend cette structure d'accueil semble, par ailleurs, en parfaite adéquation avec la pédagogie mise en place dans l'école. Célestin Freinet prônait la classe coopérative, où la participation de chacun crée la dynamique de l'apprentissage, où l'on apprend à débattre, à choisir en votant, à mesurer le poids de ses décisions et à déléguer.

La pratique des activités plastiques sous toutes leurs formes devient le support de multiples apprentissages (lecture...) et le fonctionnement en ateliers thématiques permet d'échapper à la rigidité des programmes. Les salariés et les parents de l'association participent activement à cette pédagogie en prenant en charge des ateliers dans les classes et en aménageant le temps de l'enfant lors d'activités le midi. A l'heure où d'autres enfants errent dans les cours dans l'attente de la reprise de la classe (ou de la sieste !), les enfants d'Edouard-Herriot sont accueillis à la bibliothèque, à la garderie, dans une classe, autour de la table de ping-pong ou de baby-foot. Les jeux de société, la découverte des livres et des histoires, le repos, les jeux libres... permettent à chacun de se ressourcer avant d'attaquer la seconde mi-temps scolaire.

Tout cela est bien sûr possible dans un cadre ouvert, l'équipe enseignante est partie prenante du projet depuis le début et n'a pas hésité à se positionner clairement lors du conflit, malgré les pressions exercées par l'inspecteur de l'Education nationale, peu objectif dans cette affaire.

On peut dire qu'à l'école Edouard-Herriot, on assiste à la mise en place de cette sorte d'entreprise conjointe parents-élèves-enseignants que certains (nous) aimeraient voir se développer un peu partout.

Le conflit qui nous oppose à Bernard Derosier, député-maire PS de la commune d'Hellemmes semble s'apaiser. Le CAPE (garderie municipale) est fermé faute d'inscrits. Les échéances électorales se rapprochant et la mauvaise publicité pour nos représentants élus faite par cette affaire tendent à orienter la municipalité vers la recherche d'une solution à l'amiable.

Reste le débat qui devrait s'ouvrir à propos des modes de garde de l'enfance et de la participation des parents à l'école pour dépasser le clivage privé-public et intégrer la participation active de parents-citoyens.

Le collectif des parents

N.B. : Boucq, dessinateur BD, a fait une affiche pour soutenir l'association. Cette affiche, tirée en sérigraphie à 800 exemplaires, est disponible auprès du groupe Humeurs Noires de la FA au prix de 30 F. **Groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.**

IL ÉTAIT une fois, il n'y a pas très longtemps, Les Flamands Roses qui voulaient organiser une manifestation pour le 1^{er} décembre 1992, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le SIDA. AIDES-Nord/Pas-de-Calais eut vent de l'affaire et se montra disposé à les aider dans ce projet qui lui convenait d'autant mieux qu'il lui simplifiait la tâche. En effet, AIDES ne voulant surtout pas que l'on puisse penser qu'elle soit une association homosexuelle de lutte contre le SIDA, ce qui, pense-t-elle, pourrait être préjudiciable aux malades et aux séropositifs, trouvait là une occasion unique de faire faire à sa place la prévention « large public », c'est-à-dire incluant aussi celle dirigée vers les homosexuels masculins, représentant encore aujourd'hui plus de 50% des malades du SIDA.

Le projet était prévu ainsi : un stand, deux bannières, celle de AIDES et celle des Flamands Roses et dessous des militants distribuant tous azimuts de l'information, des conseils, des adresses à propos du SIDA. AIDES aurait aimé que le public comprenne : les pédés s'occupent des pédés, AIDES de la population « normale ».

Le projet fut monté, présenté à l'Agence française de lutte contre le SIDA (AFLS), émanation directe du ministère de la Santé, accepté et financé par celle-ci. L'AFLS nous fournit tracts, préservatifs et lubrifiants. Tout marchait comme sur des roulettes jusqu'au vendredi 27 novembre, quatre jours avant la manifestation, où le docteur Jean-Luc Lejeune, Président de AIDES-Nord/Pas-de-Calais, nous annonce que nous ne pourrions pas faire cette information car nous risquions, au cas où une seule personne porterait plainte, la dissolution de l'association Les Flamands Roses, ceci pour incitation à la débauche sur la voie publique.

Dans un premier temps, nous

avons pris cette mise en garde pour une crise de folle honteuse sans importance, puis, quand même, nous avons vérifié à la Préfecture de Police pour nous en assurer. En effet, il nous semblait inconcevable que d'un côté le ministère de la Santé, via l'AFLS, puisse nous donner et nous inciter à distribuer de la documentation de prévention, et que d'un autre côté, le ministère de l'Intérieur, via la police de Lille, nous verbalise pour l'avoir fait.

Pourtant, c'était bien le cas. A la Préfecture, on nous confirma que si une plainte était déposée, elle serait enregistrée, et que l'affaire suivrait son cours sans tenir compte du caractère « civique et social » de notre démarche. Sauf si le ministère

« ...nous ne pourrions pas faire cette information [...] car nous risquions la dissolution de l'association... »

de la Santé (ou, le cas échéant, son représentant régional, la Direction régionale de l'action sanitaire et sociale) confirmait par écrit qu'elle donnait son aval à cette opération.

Course poursuite dans les couloirs de la DRASS (nous sommes le lundi 30 novembre) pour rencontrer le médecin inspecteur, responsable local de la Journée mondiale. Brève entrevue. Nous l'informons de l'affaire. Solidarité totale de sa part vis-à-vis des Flamands Roses : « Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Je leur fais de suite leur papier. Ce n'est pas possible ! Il y a pourtant une circulaire ministérielle là-dessus ! Repassez à 15 heures, vous aurez votre document tapé, signé. »

A 13 h 30, appel téléphonique du médecin inspecteur de la DRASS aux Flamands Roses : « Je viens d'avoir Françoise Varet de l'AFLS au téléphone à l'instant, elle refuse de me couvrir en cas de pépin ; dans ces

conditions je ne peux pas vous faire le document que vous me demandiez. Peut-être l'année prochaine... »

Et voilà, la boucle est bouclée. Le ministère de la Santé envoie au charbon les militants avec tout le matériel nécessaire ou presque pour l'information, mais si le moindre crétin d'une quelconque ligue de protection de la famille, des fœtus, de l'intégrisme religieux ou de la grossesse obligatoire a l'idée de porter plainte pour incitation à la débauche, alors là plus personne au ministère n'avouera connaître Les Flamands Roses, personne ne les soutiendra.

La distribution de documentation de prévention a quand même eu lieu, en direction de toutes les populations cibles privilégiées du virus, en direction des familles, des proches de séropositifs, en direction des séropositifs eux-mêmes, sauf, sauf en direction des... homosexuels masculins ; avec, quand même, un document joint qui raconte cette histoire absurde.

Et l'accueil fut formidable. Beaucoup de monde. Et beaucoup d'intérêt pour notre démarche. Les questions fusaient sur les modes de contamination, sur les relations à envisager avec un copain ou un enfant séropositif, sur les adresses des centres de dépistage anonyme et gratuit, et plein d'autres questions encore. Même des flics en uniforme sont venus vers nous ; nous ont dit qu'ils avaient été informés de notre démarche et nous ont donné 100 F...

Le public réclame l'information. Les gens ont besoin de renseignements clairs et pratiques. Il semble que nous ayons répondu à leur attente et là nous étions loin des esprits tourmentés des différents organismes dits spécialisés dans la lutte contre le SIDA, qui semblaient bien vouloir, eux, se contenter de ne rien faire ce soir-là.

Arnaud Muysse (Les Flamands Roses - Lille)

Associations

« LA TRUIE QUI DOUTE » DE CLERMONT-FERRAND

Ici, le bar associatif « La Truie qui doute » de Clermont-Ferrand. Nous organisons des fêtes libertaires et des débats, comme celui qui s'est déroulé le mercredi 23 décembre, à 21 h, sur le thème suivant : « Que deviennent les anarchistes en Auvergne ? ». Nous sommes ouverts chaque mercredi à partir de 21 h. Nous faisons paraître un *Courrier clermontois*, feuille libre où l'on publie tout courrier reçu. Nous attendons le courrier de tous les intéressés. Le numéro 4 vient de paraître.

« La Truie qui doute », 4, rue Giscard de la Tour-Fondue, 63000 Clermont-Ferrand.

ASSOCIATION POUR UN BAR ASSOCIATIF A MONTREUIL

Un bar associatif sur Montreuil... l'idée se concrétise. Pour contacter l'association, pour en devenir membre, pour venir y prendre un pot... écrivez ou passez à l'Association pour un bar associatif à Montreuil au 33/35, rue François-Arago, 93100 Montreuil.

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Branchez-vous six minutes par semaine sur l'actualité des droits de l'homme en téléphonant à « Droits de l'homme informations » : 47.07.41.14.

Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. Tél. : 47.07.56.35. FAX : 45.35.23.20.

Radio Libertaire et l'émission « Koumbi » présentent : « Retrouvailles Afrique-Amérique » FIESTA (conférences, contes, chants, concerts, artisanat, expositions, films, cuisine traditionnelle) Samedi 26 décembre de midi à minuit au 14, rue de Nanteuil (M^e Convention ou Plaisance), 75015 Paris. Entrée : 50 F

Librairie du Monde Libertaire 145, rue Amelot (M^e Oberkampf), 75011 Paris. Tél. : 48.05.34.08. Lundi au vendredi : 14 h - 19 h 30, samedi : 10 h - 20 h (sans interruption).



REGARD

« Des écoles différentes »

éditions Jacques Lévi

UNE SALLE PRÊTÉE par une maison de jeunes, une quinzaine d'élèves de terminale ayant rompu avec le système scolaire traditionnel mais ayant décidé d'autogérer leurs études, une poignée d'enseignants intervenant de temps à autre et bénévolement à la demande des élèves... c'est peu dire que l'école expérimentale de Marly-le-Roi fondée en 1977 par Jean Lévi avait un petit air débraillé, pagailleux, bricolo... et utopique.

Utopique que cette manière d'école présentant des élèves au baccalauréat en candidats libres, fonctionnant de manière autogestionnaire au rythme iconoclaste de la gratuité... voir !

Neuf reçus au bac la première (soit un taux de réussite équivalent à celui des bahuts ordinaires), l'ouverture d'une classe supplémentaire la seconde année, un entêtement de plus de dix ans maintenant ayant survécu à la disparition du « père » fondateur... l'utopie a plutôt bien passé le test implacable de la réalité et cela étonna tout le monde sauf ce petit prof de science éco nourri de

Summerhill et d'Oslo qui était à l'initiative de l'expérience.

Pour lui, en effet, le résultat ne faisait pas l'ombre d'un doute, comme ne faisait pas l'ombre d'un doute la nécessité de poursuivre la bagarre pour que ce type d'école fasse des petits.

Aussi, c'est tout naturellement que l'on retrouve Jean Lévi, en 1981, à l'initiative du lycée autogéré de Paris, l'un des quatre lycées expérimentaux avec Saint-Nazaire, Oléron et Hérouville qui verront le jour dans le sillage de l'arrivée au pouvoir de ce qui en ce temps-là s'appelait encore la gauche. Pour Jean Lévi, le combat pour l'autogestion était tout simplement sans fin. Et seule la mort, qui le faucha en 1985, pouvait l'arrêter.

Dans ce livre, Jacques Lévi rend un hommage appuyé mais d'une sobriété rare à cet « utopiste » insatiable. En nous présentant des documents et témoignages relatifs à l'école de Marly-le-roi et au lycée autogéré de Paris. Et surtout en nous faisant visiter tout ce qui se fait de « différent » en matière scolaire.

Freinet, Decroly, Montessori, Steiner, la pédagogie institutionnelle, les lycées expérimentaux, les écoles nouvelles, ouvertes, itinérantes, parallèles... figurent notamment dans ce livre catalogue qui va toujours à l'essentiel lorsqu'il nous décrit une théorie ou une expérience ou quand il nous donne les coordonnées des écoles « différentes » existant actuellement.

On l'aura donc compris, ce livre, dont la charge émotive est énorme n'est nullement prisonnier du passé. Le présent et même l'avenir lui servent constamment de toile de fond. Et nul doute que Jean Lévi eût apprécié cette manière de lui rendre hommage !

Jean-Marc Raynaud

N. B. : *Des écoles différentes*, éditions Jacques Lévi. Prix : 75 F (port non compris), en vente à la librairie du Monde Libertaire. Vendu également par correspondance au prix de 90 F (port compris) à l'association « Les Amis de Jean Lévi », 85, rue Eugène-Labiche, 78290 Croissy-sur-Seine.

ROMAN

Ordre moral, on te vomit !

Du côté des romans qui, faute de laisser un souvenir inoubliable, ne doivent pas pour autant passer à la trappe, citons *Une Sale nuit* d'Eduardo Mendicutti (édition Christian Bourgeois). La « sale nuit » en question, c'est celle durant laquelle un quarteron de militaires a tenté de renverser la toute neuve démocratie espagnole, le 23 février 1983.

L'événement est ici vécu par la Madelon, un travesti andalou qui se rend compte que les héritiers spirituels de Franco, s'ils revenaient au pouvoir, auraient tôt fait de retirer de la circulation les personnages dans son genre, qui ne correspondent pas vraiment aux normes. Au nom de l'ordre moral, de la sauvegarde des valeurs...

Un regard inhabituel, non dénué d'humour, sur un péril (le retour possible au pouvoir de l'extrême droite) malheureusement d'actualité.

Thierry Maricourt

CALENDRIER

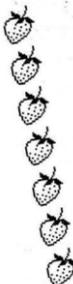
« ITINÉRAIRE » 1993

La revue « Itinéraire » vient de faire paraître un calendrier pour l'année 1993. Le thème en est « La Commune de Paris », avec des photos et dessins de Louise Michel, Jules Vallès, Eugène Varlin et Gustave Courbet. Tiré en deux couleurs (noire et bleue), il est en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 20 F (plus 7,40 F de frais de port).

CATALOGUE 1993
DE LA LIBRAIRIE
DU MONDE LIBERTAIRE
DISPONIBLE DÈS À PRÉSENT

Les « avantages » de la librairie du Monde Libertaire :

- 5% de réduction pour les porteurs de la carte d'auditeur de Radio Libertaire ;
- pas de frais de port aux abonnés du *Monde libertaire* qui passent commande (joindre la bande de routage).



Si vous voulez alimenter notre rubrique « Poésie », écrivez à Jean-Marc Raynaud, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron.

« Radioactivité : les faibles doses »

Silence hors-série n° 5

co-édition Silence/le Monde libertaire

30 F (+ 8 F de port)

En vente à la librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot, 75011 Paris
(chèque à l'ordre de Publico)

RADIO LIBERTAIRE (89.4 FM)
SÉLECTION DE LA SEMAINE

- « Chroniques rebelles », samedi 26 décembre, 13 h 30 - 14 h 30 : les paysans sans terre du Brésil.
- « L'imaginaire », dimanche 27 décembre, 8 h - 10 h : troisième partie de *l'Éthique* de Spinoza : les affects.
- « Blues en liberté », mercredi 30 décembre, 11 h 30 - 13 h : pour finir l'année en beauté... la guitare à douze cordes conjuguée en blues.

BROCHURE

« Surréalisme et anarchisme »

Atelier de création libertaire

Intéressante initiative que celle que nous propose l'Atelier de création libertaire (1) à travers la réédition de *Surréalisme et anarchisme* de Pietro Ferrua.

Cette publication est la bienvenue pour qui veut connaître et comprendre l'apport et le lien entre surréalisme et anarchisme. Légèrement toiletté par rapport à la première édition de 1982 (épuisée), celle-ci nous restitue ce que fut la collaboration des surréalistes au *Libertaire*, puis au *Monde libertaire*

à travers André Breton, Benjamin Péret, Jean Schuster, Jean-Louis Bébouin, Armand Robin, Eliane Catoni et bien d'autres encore. Notre journal publia des « Billets surréalistes » sur des sujets divers généralement de nature artistique, mais aussi des comptes rendus de livres, critiques de cinéma, voire des articles politiques.

Certains de ces écrits sont insérés dans la présente brochure qui se veut aussi une incitation au débat.

On aura compris le grand intérêt à découvrir cette aventure de la liberté, de l'amour et de la poésie que fut (est qu'est) le surréalisme.

En ces temps de morosité et de médiocrité cette brochure se veut une bouffée d'oxygène. A consommer sans modération.

Bruno (gr. Région-toulonnaise)

(1) ACL, BP 1186, 69202 Lyon cedex 01. Prix : 30 F (port compris). En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

Le dessin de la semaine

LE TABAC INTERDIT DE PUBLICITÉ...

ET POURQUOI ON N'INTERDIT PAS AUSSI LA PUBLICITÉ POUR LA LESSIVE?...





RENDEZ-VOUS

DIJON

Les militant(e)s et sympathisant(e)s du groupe FA de Dijon, ainsi que celles et ceux de Maloka (association antifasciste), vous informent que des permanences sont tenues en leur local. Vous pouvez y discuter, vous y informer, y acheter des disques, cassettes, livres, zines, brochures, tee-shirts, autocollants et journaux. Eventuellement, même, participer à des projets d'activités culturelles, politiques ou autres.

« Le Local » (la Mistoufle), 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Tél. : 80.66.81.49. Ouvert chaque mardi et vendredi à partir de 21 h 15 et chaque samedi de 15 h à 18 h. N'hésitez pas à nous rendre visite.

PARUTIONS

BROCHURE

Le numéro 4 des Cahiers de La Vache Folle est en vente. Il traite de l'Europe... des propos divers (analyse, humour, interventions) du groupe La Vache Folle et de ses sympathisants sur ce sujet brûlant. Achetez-le au prix de 35 F (chèque à l'ordre de Publico ou de « DCC ») à la librairie du Monde Libertaire ou par correspondance à « DCC », BP 12, 13671 Aubagne cedex.

PRESSE

Le n° 9 de l'Encre noire est paru. Ce journal est édité par le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy, la liaison de Moselle-sud et la liaison de Haute-Marne, ainsi que des sympathisants. L'Encre noire est disponible contre 3,80 F en timbres, en écrivant au CRES, BP 47, 88130 Charmes.

PRESSE

Le n° 94 (décembre 1992) de Contre vents et marées est paru. Son prix est de 5 F (abonnement : 50 F par an pour dix numéros, avec chèque libellé à l'ordre de l'association « Contre-Courants »). A commander à « Contre-Courants », La Ladrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

CASSETTE

Gli Anarchici (1864 - 1969). Antologia della canzone libertaria, cassette (C. 90) de 27 chansons anarchistes italiennes que diffuse le groupe Région-toulonnaise de la FA. Elle coûte 45 F (port compris). Commandez-la au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex (chèque à l'ordre de l'association).

PRESSE

Le groupe FA de Dijon vous informe que le n° 13 de la Mistoufle vient de sortir. Sa formule a changé. Il s'agit maintenant d'une feuille A4 recto-verso gratuite. La Mistoufle, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

PINS

En soutien à ses activités, le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité deux pins : « Chat noir + A cerclé et « A cerclé sur mur de briques », 25 F l'unité, 20 F par dix exemplaires (avec possibilité de panachage). Nous contacter pour un prix par quantité. Chèque à l'ordre de « Contre-Courants ». Pour toute commande, écrire à « Contre-Courants », La Ladrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

Sens et enjeux d'une école libertaire

(suite de la « une »)

En d'autres termes, s'il est important d'avoir des types de relation et des méthodes d'enseignement qui soient d'essence libertaire (c'est-à-dire qui respectent un certain nombre de principes du genre absence de relations autoritaires entre enseignants et enseignés ou accompagnement de l'élève dans le cadre de son désir de savoir peu importe, finalement, que l'on opte pour tel ou tel type de relation plutôt que tel autre ou pour la méthode machin de préférence à la méthode truc. Si l'enfant ne sait pas pourquoi il va à l'école (fusse-t-elle estampillée libertaire), si on ne lui laisse pas le choix (et les moyens de ce choix) d'y aller ou de ne pas y aller, et s'il ne se sent pas citoyen à part entière de son école, toutes les méthodes et tous les types de relations du monde n'y changeront rien. Une telle école pourra être moins pire que l'école actuelle, elle ne sera jamais libertaire.

De cela « Bonaventure » est intimement persuadée, et c'est pourquoi l'accent est clairement mis sur la dimension institutionnelle du projet. Sur l'association sans restriction aucune des enfants à la vie pédagogique, financière, matérielle... de l'école. Sur l'autogestion. Sur le « vivre l'autogestion », comme partie prenante essentielle d'un projet éducatif avec apprentissages (car l'autogestion ça ne tombe pas du ciel) et évaluations à la clef.

Bref, « Bonaventure » est un projet d'école qui estime que le scolaire ne prend son sens que dans un contexte éducatif global et que c'est ce contexte éducatif qu'il convient de libérer pour permettre aux techniques anti-autoritaires opérant au niveau de la transmission des savoirs, de l'acquisition de méthodes d'apprentissages, des relations « maître-élève... de donner leur pleine mesure.

Pour ce faire, « Bonaventure » compte bien sûr mettre le paquet sur l'autogestion institutionnelle, mais elle n'entend pas en rester là.

L'autogestion institutionnelle en tant que telle, même si elle est poussée à la limite extrême de ses possibilités (ce qui est bizarrement rarement le cas) n'empêche en effet en rien de tourner en rond dans le ghetto scolaire, et là encore, pour prendre tout son sens il lui faut absolument s'inscrire dans une perspective plus large. Une perspective éducatif. Et une perspective sociale.

Là, dans cette volonté de ne pas enfermer les enfants dans l'école et de leur faire toucher du doigt qu'on ne peut apprendre librement que si on peut vivre librement, se situe l'être éducatif profond de « Bonaventure ».

Ecole, certes, mais surtout lieu éducatif alternatif. Alternatif à un certain type d'école et à une logique éducatif qui plonge ses racines

dans une logique familiale, culturelle, économique, politique, sociale... qui fonde la société capitaliste.

A elle seule, « Bonaventure » ne peut bien sûr pas être cette alternative globale (seule l'utopie totalitaire a ce genre de prétention et l'on sait où ça mène), mais en tissant des liens (et en essayant de les institutionnaliser) avec d'autres alternatives anti-autoritaires opérant au niveau scolaire, éducatif, agricole, économique, culturel, musical, politique, social... elle entend être l'un des éléments de ce mouvement social alternatif qui seul pourra donner du sens, et un sens positif, à la révolte contre un système social inique.

Concrètement, les citoyens de « Bonaventure » ne vivront donc pas dans un cocon. Ils seront amenés à avoir des rapports et par là-même à se confronter avec d'autres alternatives scolaires anti-autoritaires (crèches, maternelles, écoles primaires...) opérant dans ou en dehors de l'institution scolaire dominante, en France ou à l'étranger (ce qui débouche de facto sur au moins un bilinguisme) ; avec des communautés rurales ou urbaines, des coopératives ouvrières de production, de distribution, des syndicats... se plaçant délibérément sur le terrain d'une alternative anti-autoritaire. Et c'est cette confrontation permanente, ce non-enfermement dans le mythe d'une école évoluant en dehors et au dessus des contingences sociales qui donnera aux petits citoyens de « Bonaventure » une ou des réponses au pourquoi de leur aventure scolaire.

Dans le cadre de cette démarche, le choix d'être une propriété collective et non une propriété privée, d'être financée par souscription (ce qui permet la gratuité de la scola-

Les épis vides portent la tête haute

rité) plutôt que par un prix de pension forcément discriminatoire, d'être « contrôlée » par une commission d'évaluation externe (dite aussi « regard extérieur », d'être gérée par un congrès annuel rassemblant tous les acteurs directs (les enfants, les enseignants, les parents, les animateurs membres du réseau...) et indirects (souscripteurs, sympathisants...) du projet, relève de l'évidence. De l'évidence d'une volonté collective et sociale.

Comme on le voit, « Bonaventure » est une école un peu particulière dans la mesure où elle n'isole pas la sphère scolaire (fusse-t-elle anti-autoritaire) de la sphère sociale, et c'est peu dire que tous ceux et toutes celles qui font carrière sur cet isolement et son cache-sexe pédagogique n'apprécieront que modérément l'« audace » d'éducateurs (trices) affirmant clairement que l'école

étant tout à la fois effet et cause d'un tout social, changer l'école n'a de sens que dans le cadre d'un changement de société.

Si « Bonaventure » estime que pour changer l'école il faut inscrire ce changement dans le cadre d'un changement de société, elle estime

L'espérance est le songe d'un homme éveillé

également que ce changement de société doit commencer tout de suite, ici et maintenant... par la mise en actes d'alternatives palpables à l'école, à l'entreprise, à l'agriculture, aux hôpitaux psychiatriques, aux prisons... tels qu'ils existent dans le système capitaliste. Non pas dans l'optique de parvenir à faire tache d'huile et à bouffer le système de l'intérieur (l'histoire ayant depuis belle lurette dissipé cette illusion) mais pour en fédérant ces alternatives et en les reliant aux mouvements sociaux revendicatifs créer les conditions de crédibilité et de légitimité d'une rupture avec le système social et sociétaire capitaliste.

Qu'on ne s'y trompe pas. En effet, si la révolution (qu'elle soit socialiste à la mode marxiste, marxienne... ou libertaire) ne fait plus recette aujourd'hui ce n'est pas parce que les motifs de se révolter contre un système qui produit le chômage, l'exclusion des jeunes, des vieux, des fous... qui détruit la nature et les conditions de la vie, qui conduit les bipèdes humains à s'entre-tuer pour des chimères nationales, religieuses ou autres, manquent (ce serait même plutôt le contraire), c'est entre autres parce que ceux et celles qui se réclament du socialisme et de la révolution ont beaucoup déçu et continuent à beaucoup décevoir.

C'est ainsi, et il va falloir s'y faire, le vulgum pecus, après s'être fait arnaqué hardi tiens bon par des escrocs marxistes (certains diront staliniens et d'autres léninistes), qui ont réussi l'exploit de faire pire que le système qu'ils combattaient, refuse désormais de signer des chèques en blanc sur l'avenir. Et il a raison !

Dans ces conditions, ceux et celles qui veulent changer le système social actuel sont sommés d'apporter la preuve que ce qu'ils proposent tient la route et a un progrès par rapport à ce qui existe et de la crédibilité.

« Bonaventure », à son niveau, cherche à faire cette démonstration.

Aussi, c'est peu dire que tous ceux et toutes celles qui ont fait carrière sur le mythe du Grand soir et ses lendemains soit disant chantants, les grands discours jamais suivis d'effets, la main mise du politique sur un social ravalé au rang de front secondaire... n'apprécieront que modérément l'« audace » d'une petite école disant clairement que la révolution c'est d'abord des actes, du concret, du palpable... et qu'on ne se

méfiera jamais assez de ceux qui reportent sans cesse à demain tout ou partie de ce qu'ils pourraient commencer à faire aujourd'hui.

« Bonaventure », c'est patent, se situe au carrefour d'un triple pari. Celui d'une « politisation » et d'une « radicalisation » des alternatives en actes. Celui d'une « socialisation » du mouvement révolutionnaire. Et celui de leur « rencontre » et de leur « convergence » au sein de ce qui pourrait devenir un mouvement social révolutionnaire.

A l'évidence, le pari est risqué, même si en d'autres temps et en d'autres lieux le mouvement libertaire (par le biais notamment de la CNT espagnole) a fait preuve de sa capacité à se muer (théoriquement et pratiquement) en un espace fédérateur de syndicats, de groupes affinitaires, d'athénées, de communautés, de coopératives de production, de distribution, de féministes, de végétariens, de naturistes, d'écoles rationalistes... et à se trouver ainsi au cœur d'une dynamique construisant un authentique mouvement social révolutionnaire. Car si on est où on en est aujourd'hui, si le mouvement alternatif est émietté à l'infini de ses particularismes, voire de ses égoïsmes, et si le mouvement révolutionnaire est englué dans un tribalisme d'un autre âge et se montre aussi frileux par rapport aux alternatives, ce n'est assurément pas par hasard.

Quoi qu'il en soit, peut-être parce que la vie est trop courte pour se contenter de simplement survivre ou parce que les bruits de bottes racistes, nationalistes, religieux... incitent à garder le pessimisme pour des temps meilleurs, c'est un pari qu'il serait dommage de ne pas tenter. Après tout, ce n'est peut-être pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, mais parce que nous n'osons pas qu'elles le sont !

On en recause...

Jean-Marc Raynaud

N. B. : « Bonaventure », c/o Bout d'ficelle, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Mickey pour les enfants... RMI pour les grands (suite p. 3), Sens et enjeux d'une école libertaire (suite p. 8), Edito : C'est horrible !

PAGE 2 : On n'en a pas fini avec la nation... Sur les luttes de libération nationale.

PAGE 3 : Mickey pour les enfants... RMI pour les grands (suite de la « une »), Associations, Le régiment humanitaire, Infos FA.

PAGE 4 : Le XIV^e Congrès du Parti communiste chinois consacre le « capitalisme rouge », Thatcher ou Major : même Pol Tax.

PAGE 5 : Le fondamentalisme islamique et les femmes, L'Algérie dans l'impasse.

PAGE 6 : Pédagogie Freinet à Edouard-Herriot, Kafka au pays du SIDA, Associations.

PAGE 7 : « Des écoles différentes », Ordre moral, on te vomit !, Poésie, Sélection RL, Le dessin de la semaine, « Surréalisme et anarchisme ».

PAGE 8 : Sens et enjeux d'une école libertaire (suite de la « une »), Infos FA.